

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANCASTER 5361

Gare à la démobilisation

Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de la seule démobilisation militaire, mais aussi de la démobilisation industrielle. Car on peut, on doit prévoir, dès maintenant, la réaction formidable que produira cette double démobilisation sur notre économie nationale. On peut, on doit, par conséquent, se préparer à en absorber le choc avec un minimum de perturbations sociales.

C'est ainsi qu'au Canada seulement près d'un millions d'ouvrières, d'ouvriers et d'employés divers seront automatiquement désaffectés par la cessation des hostilités et le retour à un état de paix qu'il faut souhaiter durable et prospère pour tous. Cette transition de l'état industriel de guerre à l'état industriel de paix demandera une somme inusitée d'esprit de prévoyance, de désintéressement personnel de la part de nos "gros légumes" du moment, de gros bons sens et d'élémentaire justice de nos classes dites dirigeantes. Ce sera, à n'en pas douter, un dur moment à passer, une période difficile à traverser sans encombre, autant pour les dirigeants que pour les dirigés, ceux-là voulant concilier les intérêts divergents aux prises afin de préserver certains privilèges devenus caduques et iniques, ceux-ci réclamant de sérieuses et profondes réformes comme légitime compensation pour les multiples sacrifices consentis au cours de la plus grande bataille internationale de l'histoire.

Car l'après-guerre devra différer sensiblement de l'avant-guerre, que nos dirigeants le veuillent ou pas. En Angleterre, tout un plan de réformes sociales est déjà dressé auquel nos confrères britanniques entendent s'accrocher avec l'énergie du désespoir quand la paix sera venue. Cet exemple salubre de prévoyance sociale devrait nous inspirer, nous faire honte de notre apathie relative et nous inciter à formuler, dès à présent, un plan de sérieuses réformes économiques échelonnées sur une période de 5 à 10 années, par exemple, de façon à éviter les transitions trop brusques d'un état de choses à un autre. Mais qu'il soit ou non échelonné, ce plan de réformes s'impose. On le demande déjà en certains milieux et nul doute que cette demande va s'étendre graduellement jusqu'à embrasser les milieux les plus attardés.

Il va de soi que les réformes à accomplir vont surtout être d'ordre économique, car c'est le côté économique de la question sociale qui est, et de beaucoup, le plus important de tous. Dans cet ordre d'idées, on peut déjà prévoir que le Capital devra faire d'importantes concessions au Travail s'il veut survivre, même sous une forme grandement atténuée. Certains capitalistes prévoyants—il s'en trouve—s'y préparent déjà, sans en avoir l'air, mais il en est d'autres, et c'est malheureusement le grand nombre, qui n'y ont même pas encore songé ou, s'ils y ont pensé, c'est plutôt pour en repousser d'avance l'éventualité, la possibilité, la nécessité. Ces employeurs réactionnaires et retardataires peuvent donc s'attendre à de décevantes surprises s'ils ne changent pas leur fusil d'épaule avant le moment psychologique et s'ils ne se rendent pas compte, pendant qu'il en est temps encore, que demain doit être bien différent d'hier, à bien des égards.

La prudence la plus élémentaire nous commande donc de placer, aujourd'hui même, les premiers jalons d'un après-guerre qui sera la juste conséquence sociale de la plus formidable guerre de l'histoire.

Gare à la démobilisation. Il faut la prévoir et nous y préparer pour empêcher les pires convulsions sociales. Aujourd'hui comme hier, il vaut mieux prévenir que guérir et la prudence demeure la mère de la sécurité.

André SANARY.

Nos ennemis de l'intérieur

Il ne faut pas perdre de vue, à la lumière trop crue des événements désastreux fomentés et déclenchés par la cynique triple axiste, que les régimes fasciste et nazi, par exemple, pour les citer dans leur ordre chronologique, ont été et demeurent essentiellement des éruptions sociales violentes machinées par une poignée d'envieux désespérés dans chacun des deux pays où ils ont eu le malheur de naître et de croître, gens forts de l'appui financier d'un groupe de capitalistes intransigeants aux abois. C'est ainsi que ces deux partis totalitaires, en dépit de leurs déclamations bassement démagogiques de la première heure, grâce auxquelles ils surent se concilier la loyale collaboration de militants ouvriers de bonne foi, n'ont pas tardé à fouler aux pieds les droits les plus élémentaires des travailleurs syndiqués de leur contrée respective, comme s'ils avaient tenu mordicus à justifier l'apport financier de leurs commanditaires, savoir les métallurgistes de la Ruhr en Allemagne et ceux de la Lombardie en Italie, et assurer ces derniers de la sécurité de leurs privilèges ploutocratiques.

Ce sont donc, en définitive, les marchands de canons allemands et italiens, respectivement, qui comptent parmi les premiers animateurs de ce capitalisme dictatorial, cruel et impitoyable auquel nous devons cette "Internationale de la Haine" qui, non contente d'avoir mis l'Europe à feu et à sang, a commencé l'organisation méthodique de la révolution mondiale par la formation de factions paramilitaires partout où les axistes ont des diplomates dûment accrédités, autrement dit un espionnage officiel en bonne et due forme. Ce qui s'est passé en Espagne, par la formation du parti phalangiste, puis au Canada, par le truchement hypocrite du parti "Unité Nationale", maintenant sous bonne garde depuis le début des hostilités, puis aux Etats-Unis, avec les bundistes, et dans presque tous les Etats de l'Amérique du Sud, nous démontre péremptoirement que le régime axiste est non seulement chose excécrable au simple point de vue idéologique, mais aussi un ensemble international éminemment dangereux pour notre sécurité et qui n'a rien de commun—bien au contraire—nonobstant

OPINIONS.

Les bonis de vie chère

On les appelle aussi bonis de guerre, comme pour nous rappeler qu'ils constituent un sous-produit de la bataille internationale en cours. À ce titre, ils ont un caractère provisoire, mais n'oublions pas que l'expérience a maintes fois prouvé que rien ne dure comme le provisoire et que nombre de choses soi-disant permanentes—du moins nous l'a-t-on fait croire—ne sont plus aujourd'hui que des souvenirs d'une époque qui ne doit pas revoir le jour parce que la loi universelle d'évolution les a démobilisées, si l'on peut dire.

Il est entendu que ces bonis de guerre s'imposent partout au Canada puisqu'on n'a pas su ou pu, en hauts lieux stabiliser le coût moyen de la vie au plus bas niveau possible et maintenir à un niveau convenable le pouvoir d'achat de la famille ouvrière. Il est non moins évident que la double augmentation du coût de l'existence et des impôts depuis septembre 1939 s'est répercutée en une double réduction du pouvoir d'achat chez nos petits salariés, qui sont la majorité au pays. Naturellement, les moyens et les gros salariés, eux, ont moins raison de s'inquiéter de cette réduction de leur pouvoir d'achat, étant donné qu'ils peuvent y faire face sans inconvénients pénibles, si ce n'est pour leur amour-propre de satisfaits. Mais il n'en est pas de même des petits salariés, qui sont le nombre et au nom desquels nous avons le devoir impérieux de plaider pour une généralisation intégrale des bonis de vie chère ou de guerre dans toute l'étendue du Dominion canadien.

Convenons, cependant, pour reconnaître la manifestation de certaines bonnes volontés dans les rangs des employeurs, que plusieurs d'entre eux ont déjà consenti volontairement des bonis de guerre à leur personnel, mais la vérité nous oblige à déclarer, par contre, que le plus grand nombre des chefs d'entreprises diverses au pays se fait encore tirer l'oreille à cet égard, d'où des différends industriels regrettables au sein de certaines de nos usines affectées à la fabrication de guerre et un malaise sourd et contenu, mais non moins réel et inquiétant, parmi les salariés n'appartenant à aucune association ouvrière et n'ayant, par conséquent, aucune influence collective auprès de leur employeur.

De deux choses l'une, ou il faut stabiliser le coût de la vie à un niveau strictement minimum et les salaires à un niveau correspondant ou bien il faut laisser monter le coût de l'existence impunément et subir le désordre industriel provoqué par la réduction proportionnellement du pouvoir d'achat qui en résulte quand le niveau moyen des salaires devient trop inférieur à celui de la moyenne du coût de la vie.

Il semble, dès lors, que les autorités compétentes devraient intervenir énergiquement auprès des employeurs, toutes catégories, et les sommer, au nom de la paix industrielle, de renoncer au paiement de tout dividende durant la période de guerre et d'appliquer l'équivalent des dividendes encore distribués à une élévation des salaires correspondant aux exigences nouvelles du coût de la vie accru. C'est là, pourtant, de l'économie de guerre pure et simple, pour ne pas dire de l'économie tout court, et il importe que les employeurs récalcitrants s'en rendent compte au plus tôt s'ils ne veulent pas augmenter le mécontentement parmi la masse profonde de nos petits salariés et mettre ainsi en danger, par une manifestation d'égoïsme personnel qui n'a pourtant pas sa place en ce moment, notre indispensable effort de guerre.

La poursuite normale de cet effort implique une population relativement satisfaite de son sort et il n'y a pas lieu de lésiner, semble-t-il, quand l'ennemi est à nos portes et qu'il convient de lui opposer toutes les ressources dont nous pouvons disposer.

Pour que nos ouvriers puissent donner un effort maximum, il faut que leur salaire suffise à entretenir leur foyer avec un minimum de soucis d'ordre matériel dans le présent et d'inquiétude quant à l'avenir.

Pierre PONCE.

les prétentions d'une propagande aussi habile qu'intégralement toxique, avec l'établissement de la justice sociale dans le monde.

Les axistes sont donc surtout des envieux invétérés qui distillent la haine du prochain par tous leurs pores et non pas, comme l'imaginent nos crétiens, des novateurs sociaux par le ciel inspirés, des redresseurs de torts imbus de principes humanitaires, des justifiants uniquement soucieux d'instaurer l'équité partout. Avant tout foncièrement jaloux de la prospérité des autres, qu'ils accusent sottement d'être de race inférieure—prospérité qui, nous l'admettons volontiers, évoque trop souvent le maintien de privilèges minoritaires excessifs que nous sommes les tout premiers à dénoncer—ils n'ont d'autre but que de spolier les privilégiés qu'ils jalouent, de s'approprier de leurs biens par tous les crimes possibles et de jouir impunément de ces richesses mal acquises par simple esprit terre à terre de vengeance, le tout dans le cadre somptuaire du terrorisme le plus effréné, le plus machiavélique qui soit et agrémenté, si l'on peut dire, de l'esprit belliciste le plus sanguinaire de l'histoire et de la haine systématique de toute idéologie et de toute race qui refusent de se soumettre docilement aux dictées d'un pareil banditisme.

Les démocraties du continent américain, de l'un à l'autre pôle, ont donc le devoir non seulement d'aider à une défaite axiste complète, irrémédiable, mais aussi de maintenir dans une impuissance absolue, durant la présente guerre et après, les partisans et les sympathisants de la camarilla assassine de l'Europe continentale.

Ces partisans et ces sympathisants axistes sont ce qu'on pourrait appeler nos ennemis de l'intérieur, ceux qui vivent au milieu de nous. Ne les perdons pas de vue un seul instant si nous voulons, après guerre, travailler en paix à la régénération économique de notre démocratie, à la transformation rationnelle de notre société en quelque chose de plus digne d'être légué à la postérité.

POL BERRE.

L'ordonnance des employés de tavernes est en vigueur

La Commission du salaire minimum publie cette semaine dans la *Gazette Officielle de Québec* la nouvelle ordonnance des employés de tavernes que le gouvernement provincial a sanctionné récemment par l'adoption d'un arrêté ministériel. Ce décret améliore les salaires et les conditions de travail de tous les ouvriers employés dans ces établissements situés dans l'île de Montréal. L'ordonnance est mise en vigueur pour un an et se renouvellera automatiquement pour une autre année, à moins de décision au contraire de la commission.

En voici le texte complet :

Article 1. *Application* : Cette ordonnance s'applique à tous les salariés qui sont visés par la Loi du salaire minimum et qui travaillent dans une taverne, telle que définie par la Loi des liqueurs de Québec (S.R.Q., 1925, chapitre 37 et amendements), et qui est située :

- a) dans la cité de Montréal, ou
- b) dans une municipalité de cité ou de ville de l'île de Montréal, ou
- c) dans une municipalité de cité ou de ville totalement incluse dans un rayon de cinq (5) milles autour de l'île de Montréal.

Catégories et taux de salaire

Article 2. *Catégories* : Les salariés qui sont visés par la présente ordonnance sont répartis en cinq (5) catégories :

- Première catégorie* : les commis de comptoir réguliers ;
- Deuxième catégorie* : les garçons de tables réguliers ;
- Troisième catégorie* : les commis et garçons surnuméraires ;
- Quatrième catégorie* : les nettoyeurs ;
- Cinquième catégorie* : les apprentis-commis de comptoir.

Article 3. *Taux minima de salaire* : Le salarié, qu'il travaille à l'heure, à la semaine, à la commission, ou suivant tout autre système, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui qui est mentionné plus bas :

- Première catégorie* : quarante-cinq cents (45c) de l'heure ;
- Deuxième catégorie* : trente-deux cents et demi (32½) de l'heure ;
- Troisième catégorie* : a) commis de comptoir : cinquante-six cents (56) de l'heure ;
b) garçons de table : quarante cents et demi (40½) de l'heure ;
- Quatrième catégorie* : trente cents (30) de l'heure ;
- Cinquième catégorie* : vingt-cinq cents (25) de l'heure.

Article 4. *Minimum de trois (3) heures* : Tout salarié, sauf le surnuméraire de la catégorie III, appelé par un employeur pour travailler, doit recevoir le salaire régulier d'au moins trois (3) heures de travail pour chaque appel.

Conditions et heures de travail

Article 5. *Temps de travail* : Le temps pour lequel le salarié a droit au salaire comprend outre les heures ou fractions d'heure où en fait il travaille, celles aussi où il est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on l'emploie.

Article 6. *Maximum d'heures consécutives de travail* : Un salarié ne doit pas travailler plus de (6) heures consécutives, après ce travail il doit prendre un repos d'au moins une demie heure.

Article 7. *Travail supplémentaire* : Les mots "travail supplémentaire" (overtime) désignent tout travail en heure ou fractions d'heure, fait par le salarié à la demande de l'employeur en sus de cinquante-quatre (54) heures en une semaine ou en

sus de douze (12) heures en une journée.

Article 8. *Paiement du travail supplémentaire* : Les taux de salaire fixés par cette ordonnance doivent être majorés de leur moitié pour chaque heure ou fraction d'heure de travail supplémentaire.

Article 9. *Travail alternatif et simultané* : a) Lorsqu'un commis de comptoir ou un garçon de table est employé alternativement, c'est-à-dire partie du temps comme commis de comptoir et partie du temps comme garçon de table, ou vice-versa, et que son temps dans chacune des deux catégories est véritable, il doit être rémunéré pour chaque heure de travail au taux respectif des catégories auxquelles il est attaché ;

b) Par contre, s'il travaille simultanément d'une catégorie à l'autre à la fois, et partant que son temps dans une et dans l'autre catégorie n'est pas véritable, il doit être rémunéré au taux le plus élevé, c'est-à-dire comme commis de comptoir.

Article 10. *Uniforme* : Partout là où des uniformes spéciaux sont de rigueur pour le salarié, ces uniformes devront être fournis et entretenus aux frais de l'employeur.

Article 11. *Ménage de l'établissement* : Les commis de comptoir et les garçons de table ne doivent pas être requis durant les heures où la taverne est ouverte, de faire le ménage, c'est-à-dire le lavage des planchers, des vitres, des murs et des accessoires, de même que le chauffage des fournaies.

S'il arrive que ces salariés fassent ce travail avant ou après les heures d'ouverture, ils devront être rémunérés à leur taux horaire respectif de commis de comptoir ou de garçon de table, selon le cas. De plus, les heures pendant lesquelles ils accompliront ce travail doivent être considérées et rémunérées comme heures normales de travail.

Définition des règlements

Article 12. *Salarié surnuméraire* : On entend par commis de comptoir ou garçon de table surnuméraire, celui qui est employé pour moins de quarante (40) heures au taux respectif de sa catégorie, en quelque semaine de calendrier que ce soit.

Article 14. *Apprenti-commis de comptoir* : On entend par apprenti-commis de comptoir, a) moins de six cent quarante-huit (648) heures d'apprentissage, soit dans le même, soit dans d'autres établissements.

Article 14. *Registres* : Tout employeur doit tenir un ou des registres où seront indiqués : les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa catégorie, l'heure à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque du paiement de même que la date d'entrée à l'emploi du dit salarié.

Article 15. *Lettre de références* : Tout employeur est tenu de remettre à un salarié qui en fait la demande, une lettre de références attestant que ce salarié fut à son emploi pour telle période de temps et en telle qualité (catégorie).

Article 16. *Retenues sur salaire* : Aucune retenue sur les salaires sauf celles exigées par la loi, ne peut être faite par un employeur à moins que, sur la demande du salarié lui-même, la Commission ne l'y autorise.

Article 17. *Affichage* : Tout employeur devra afficher et tenir affichée bien à la vue de ses salariés une copie de la présente ordonnance.

Article 18. La présente ordonnance abroge et remplace l'ordonnance No 23 du

16 janvier 1939, en vigueur depuis le 21 janvier 1939 ; elle entrera en vigueur pour une période de douze (12) mois, le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et sera maintenue en vigueur pour une autre période de douze (12) mois, à moins de décision au contraire de la Commission.

Fait et daté à Québec, ce 17 juillet 1941.

(Signé) Ferdinand ROY,
président.
Gus. FRANCO,
vice-président.
C.-H. CHEASLEY,
J.-A. BOUTHILLETTE,
H. LOUDIN,
Commissaires.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le Bureau international du Travail annonce qu'une Conférence de l'Organisation internationale du Travail se réunira à New York le 27 octobre 1941. Des télégrammes ou des lettres de convocation viennent d'être envoyés aux Gouvernements de plus de quarante Etats Membres de l'Organisation par M. Ed. J. Phelan, Directeur par interim du B.I.T., et l'on s'attend à la participation d'importantes délégations de presque toutes les parties du monde.

La décision de convoquer la Conférence a été prise par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, après consultation télégraphique.

Cette réunion fournira aux Etats Membres ainsi qu'à leurs organisations patronales et ouvrières, la possibilité de discuter l'évolution sociale du monde depuis que la dernière Conférence internationale du Travail s'est réunie à Genève en juin 1939, et d'examiner la politique du Bureau international du Travail, ses activités actuelles et le rôle qu'il peut jouer dans l'oeuvre de reconstruction d'après guerre.

La structure tripartite de la Conférence donnera à ces débats une signification toute spéciale. On se rappellera, en effet, que l'Organisation internationale du Travail est la seule institution officielle internationale où les employeurs et les travailleurs sont représentés sur un pied d'égalité avec les Gouvernements. Grâce à cette composition particulière, la Conférence présente plus le caractère d'un Parlement industriel mondial que d'une Conférence purement diplomatique proprement dite.

L'ordre du jour de la Conférence comprend une discussion générale sur le Rapport du Directeur p.i. Ce Rapport passera en revue les principales tendances de l'évolution sociale et économique des deux dernières années, et esquissera la politique future de l'Organisation internationale du Travail. On prévoit qu'une importance considérable s'attachera à cette discussion, qui pourra ainsi constituer une étape décisive dans l'élaboration de la politique sociale de demain, par le moyen d'un libre effort de collaboration internationale.

Le deuxième point de l'ordre du jour sera constitué par un rapport du Bureau international du Travail sur la collaboration entre les autorités publiques et les organisations ouvrières et patronales. Ce sujet avait déjà été choisi pour la Conférence internationale du Travail de 1940, qui avait dû ajourner en raison de la situation militaire. Il a, depuis, acquis une importance croissante en raison des mesures prises, dans divers pays, pour associer les organisations patronales et ouvrières à l'effort de défense nationale.

LES CHEMINOTS JOUIRONT D'UN BONUS

On annonce presque officiellement que tous les employés de chemins de fer du Canada, recevront le boni de \$1.93 par semaine. Celui-ci sera rétroactif du 1er juin 1941, date à laquelle le bureau d'arbitrage formé par le gouvernement fédéral publia ses rapports majoritaire et minoritaire.

Ce serait, dit-on, le rapport minoritaire, signé par le représentant des unions des employés de chemins de fer, qui aurait obtenu la présence, lesquelles se composent de 143.000 employés qui bénéficieront de ce boni.

Si l'on se rappelle bien, en rendant public ces deux rapports, le Ministre du Travail fédéral, l'hon. N. McLarty, avait pris fait et cause pour les ouvriers, en déclarant que tous les employeurs devraient payés à leurs employés gagnant moins de \$25 ce boni de guerre de \$1.93.

INDEX DES UNIONS LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Lagacchière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. LA. 2503 ; secrétaire-correspondant — corresponding secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul ouest, Tél. LA. 5361 ; vice-présidents, Claude Jodoin, 3098, rue Saint-Hubert, Tél. HA. 9355 ; J.-M. Shannon, 406, rue Champ-de-Mars, Tél. BE. 1182.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176, Jacques-Cartier Typographical Union No. 145, Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union No. 33; Associate member: Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Recording Secretary, Georges Brunelles; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre-Dame St. W., Tel. MA. 7489; Executive, John Moore, J. A. Ardouin and John Kelly; Auditors, J. A. Ricard, James Singleton, J. A. Ardouin. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles Coutu, 2058, rue St-Antoine, Tél. FI. 4227 ; secrétaire-trésorier, Chs-E. Chailfour, 7450, rue Christophe-Colomb, Tél. DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176. — Meets first Sunday of each month at the Windsor Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame W.; Business hours: 8:00 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9:00 a.m. to 1:00 p.m.; Tel. MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-MENCIERS D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Edouard Larose; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8 hres du soir, au Monument National, chambre 10.
U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, chambre 11, C.-J. Raymond, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.
U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, chambre 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161 — 4e Ave, Verdun.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, rue Ste-Catherine ouest, H.-H. Salter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.
U. L. 1300, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 2845, rue Claude, Verdun.
U. L. 1375, s'assemble tous les lers lundis, à 168 — 1ère Avenue, Lachine, Harris Doust, secrétaire, 159 — 1ère Avenue, Lachine.
U. L. 1568, s'assemble les 2e et 4e vendredis, à 2138, rue Valois, Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orléans.

Membres Associés, ce local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYÉS DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 799, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'AMÉRIQUE. — MONTREAL TRAMWAYS EMPLOYEES' UNION, Local 799, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America. — Quartiers généraux. — Headquarters, 1153, St-Denis, Tél. LA. 2503. Officiers — Officers: Elphège Beaudoin, président; J.-G. Gagnon, vice-président; O.A. Neveu, sec.-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Joseph Barbusel, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le Local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédent l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISRIERS D'AMERIQUE, Local 319. — S'assemble le 2e et le 4e lundi du mois au No. 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jules Boulet, 1471, rue Champlain; vice-président, C.A. Mondor, 4227, rue Mentana; secrétaire-correspondant, Arthur Montmorency, 1263, rue Mont-Royal; trésorier, L.-P. Boisselle, 564, rue Gouin; secrétaire-financier, Ernest Desève, 6633, rue St-Dominique; conducteur, A. Goudreau, 9078B est, rue Notre-Dame; Auditeurs; Arthur Bois-menu, 4621, rue Colonial; H. Leduc, 2492A, est, rue Demontigny; A. Chevalier, 2427, rue Jeanne d'Arc; gardien, Jos. Girard, 8145, rue St-André; agent d'affaires, Edgar Gilbert, bureau 909, boul. St-Laurent, chambre 22, Tél. PI. 6264.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — BOOT & SHOE WORKERS' UNION. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Roméo Talbot, 1849 est, rue Marie-Anne; vice-président, Léo Leclair, 579, rue Sicard; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112, rue Wolfe; secrétaire-financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331A est, rue Ste-Catherine, Tél. CH. 6511, résidence, CL. 7125; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4070, rue Papineau, Tél. AM. 7662; sentinelle, Philius Leclair, 1468, rue Visitation. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3e mercredi du mois, à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Giroux, 3446, rue Dorion; vice-président, Mlle Edna Tremblay, 1055, rue Visitation; secrétaire, Jos. Beauregard, 1598, rue Beaudry.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE
AVIS est par les présentes donné que GEORGE WEBB, de la cité et district de Montréal, Province de Québec, chauffeur, s'adresse au Parlement du Canada à sa présente ou à sa prochaine session afin d'obtenir un bill de divorce d'avec son épouse, CHARLOTTE THOBURN WEBB, de la cité et district de Montréal, Province de Québec, pour cause d'adultère et d'abandon.

DATE à Montréal, Province de Québec, ce premier jour d'août, 1941.
MERGLER & MERGLER,
Procureurs du requérant.

Prenez avis que Edna Annie Heazle Constable, Montréal, Qué., fera application au Parlement du Canada à sa prochaine session pour un bill de divorce de Harold Ernest Constable, de Montréal, journaliste, pour cause d'adultère et de désertion.
Ottawa, le 16 juillet 1941.

WILLIAM GILBERT PUGSLEY, C.R.,
29-33 Procureur.

Gin de KUYPER

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN DE KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695.

40 onces

\$2.80

26 onces

\$2.00

10 onces

90¢

302FR

Pour obtenir une boisson rafraîchissante, mélangez du Gin de Kuyper avec du ginger ale, du citron et du limon, de la bière de gingembre ou de l'eau tonique, puis ajoutez de la glace.

OPINIONS.

Perspectives d'avenir

Ce n'est pas en vain que nos diverses catégories d'ouvriers du continent nord-américain auront donné le meilleur d'eux-mêmes à l'effort de guerre dont se réclament, à justes titres, les partisans du droit démocratique si les réformes économiques d'après-guerre ont pour résultat tangible d'assurer la sécurité des salaires ouvriers par une stricte application du droit au travail et de mesures de prévoyance sociale appropriées, c'est-à-dire conformes aux besoins du moment.

Nous sommes tous d'accord quant à la nécessité de conserver, en partie tout au moins, l'aspect libertaire de notre démocratie, mais des courants d'opinions différentes se dressent dès qu'on aborde le terrain économique proprement dit et qu'on envisage la nature et la modalité des changements à lui apporter pour le rendre supportable à la majorité de notre population canadienne et, en particulier, à la classe ouvrière de ce pays, qui constitue pour ainsi dire, à elle seule, cette majorité. Il est certain, par exemple, que notre économie d'avant-guerre sera bientôt chose du passé, d'un passé qui aura l'apparence d'être lointain, qu'elle aura besoin, par conséquent, d'un sérieux rafistolage et qu'à la lumière vive, parfois brutale, de notre économie de guerre, il nous faudra épurer nos rapports économiques futurs de leur élément spéculatif. Jusqu'à présent, en effet, nous avons trop subi de spéculation désordonnée et nous n'avons presque pas bénéficié de ce qu'on pourrait appeler une bonne distribution de notre production agricole et industrielle, d'une répartition équitable des produits de consommation.

On s'étonne, en se rappelant nos tribulations d'avant-guerre, comment nous ayons pu souffrir, qu'en une contrée aussi riche que la nôtre les privations et la misère aient pu se manifester avec une telle horrible ampleur sans susciter de légitimes et violentes récriminations de la part des victimes de cette longue tragédie sociale. Certes, il y a bien eu, ça et là, des sursauts d'opinion, une sourde indignation, des manifestations isolées de mécontentement et de rancœur, mais aucun effort collectif sérieux n'a encore été tenté auprès des pouvoirs constitués pour faire redresser de nombreux griefs parfaitement justifiés.

La guerre est survenue, sur ces entrefaites, réduire le chômage et apporter une sécurité économique provisoire à un très grand nombre de personnes qui, avant septembre 1939, étaient douloureusement déprimées par une longue et pénible inaction. Aujourd'hui, la courbe du chômage a considérablement baissé et bientôt, selon toutes probabilités, cette plaie du chômage involontaire ne sera plus qu'un hideux souvenir. Mais quand la paix sera enfin un fait accompli, qu'advient-il des travailleurs munitionnaires et des armées de terre, de mer et d'air, les uns et les autres étant alors rendus à la vie normale par une nécessaire démobilisation industrielle et militaire tout à la fois? C'est là, sans aucun doute, le grand problème de l'après-guerre, problème dont on se préoccupe déjà en bien des milieux dirigeants.

Il est évident que cette réaction économique de l'après-guerre sera formidable et provoquera de vives inquiétudes, surtout parmi l'élément ouvrier, mais on pourra en atténuer les rigueurs si, dès à présent, nos dirigeants prennent toutes les précautions voulues, plus une, pour que ce passage de l'état de guerre à l'état de paix s'effectue avec un minimum de commotions désagréables. Et si, somme on dit, gouverner c'est prévoir, nous pourrions, par la suite, jauger le calibre de nos gouvernements à la somme de mesures de prévoyance dont ils auront enrichi leur administration pour faciliter cette transformation d'une économie de guerre en une économie de paix.

Quoi qu'il en soit, nos perspectives d'avenir sont encore imprécises en fait, sinon en principe, mais on peut, on doit les envisager aujourd'hui avec une certaine confiance et la certitude que le gros public, plus éveillé que jamais au sens de ses droits, saura opportunément faire entendre sa grande voix pour que se poursuive et s'accroisse la régénération économique du pays, pour que les réformes indispensables soient accomplies dans l'ordre et avec le souci constant de réduire à leur plus simple expression ses motifs de mécontentement. C'est de cette façon, pas autrement, qu'on prévient autour de nous tout mouvement subversif ou révolutionnaire. On n'arrête pas impunément, en effet, la marche de l'évolution humaine. En d'autres pays, ceux qui ont voulu lui barrer la route l'ont payé de l'existence même de leur régime social.

Aujourd'hui comme hier, la prévoyance demeure la mère de la sécurité.

Pierre PONCE.

TRIBUNE LIBRE

Monsieur le Rédacteur,
Le Monde Ouvrier,
Montréal, Que.

Cher Monsieur,

Bien que le gouvernement ait amendé la législation réglementant la vente des boissons alcooliques dans l'intention formelle de favoriser la tempérance il serait difficile à un observateur impartial de ne pas admettre que la situation s'aggrave rapidement et que les abus sont beaucoup plus nombreux que sous l'ancienne loi.

Il est évident que la législation actuelle ne tient aucun compte des réalités. Depuis sa mise en vigueur, les débits clandestins se sont multipliés.

En ce qui concerne l'industrie touristique, il se peut que l'on ait parfois un peu trop appuyé sur cet aspect du problème. Mais il n'en reste pas moins vrai que la nouvelle loi n'a certainement pas rendu plus agréable le séjour de ceux qui visitent le Québec. Venant s'ajouter aux nombreuses taxes — repas, ponts de péage, etc., elle ne peut certes pas laisser à nos touristes une impression favorable.

Il existait autrefois à Montréal ainsi que dans maints autres endroits de notre

province un grand nombre de restaurants et d'auberges, où le public voyageur pouvait obtenir une consommation de son choix avec ou sans repas. Ces établissements, très bien tenus, étaient fort fréquentés par nos touristes et contribuaient au bon renom de notre Province. Un grand nombre d'entre eux ont déjà dû fermer leurs portes — d'autres feront bientôt faillite. Encore s'il était possible de noter une diminution sensible dans la consommation des boissons alcooliques, peut-être aurions-nous lieu de nous féliciter du résultat obtenu. Mais chacun sait que tel n'est pas le cas. Bien au contraire, la vérité pure et simple est que l'on boit aujourd'hui davantage.

Une autre raison fort louable fut aussi invoquée en faveur de la nouvelle loi; la protection de la jeunesse. Ce but a-t-il personnellement bien au courant des conditions actuelles sera de cet avis. La jeunesse boit aujourd'hui tout autant qu'autrefois. Il serait même exact d'affirmer qu'elle se livre à plus d'excès. Car au lieu de fréquenter des endroits respectables et bien tenus, nos jeunes gens et nos jeunes filles se rendent maintenant dans les débits clandestins, dont les propriétaires ne détiennent aucun permis, et où ils sont exposés aux plus graves dangers. D'autant qu'ils préfèrent s'approvisionner aux magasins

L'assurance-chômage

Durant bon nombre d'années, le Travail Organisé a persisté à revendiquer la sécurité sociale, en particulier contre la pauvreté et la misère, qu'elles résultent de la maladie, du chômage, de la vieillesse ou de toute autre cause.

Le premier résultat concret obtenu dans cette direction fut la passation de la loi des pensions de vieillesse, en 1927. Nonobstant le caractère restreint de cette loi, environ 185,946 personnes nécessitées âgées de plus de soixante-dix années ont, l'an dernier, bénéficié de pensions payées en vertu de son application.

Un autre pas en avant fut fait quand des pensions furent attribuées aux personnes aveugles par le moyen d'une modification apportée à la loi des pensions de vieillesse volée en 1927 et en vertu de laquelle 5,913 aveugles reçurent une pension.

Outre la somme de sécurité sociale apportée par ces deux lois fédérales, citons encore celles prévues par les législations provinciales telles que l'allocation aux mères nécessiteuses, la loi de compensation des accidents du travail, etc.

Un autre but identique était atteint avec la mise en vigueur de l'assurance-chômage qui a commencé le premier du mois courant. Le Travail Organisé a été l'un des pionniers de cette mesure et a continuellement revendiqué son application. Et bien qu'elle ne soit pas tout ce qu'on pourrait et devrait désirer, elle n'en débute pas moins de façon fort convenable. En dépit du fait qu'il y a un trop grand nombre de travailleurs qui en sont exclus, il y a plus de deux millions et quart de travailleurs qui sont déjà inscrits comme participants. Ce n'est pas une mince besogne que d'appliquer une loi de ce genre dans un pays aussi vaste que le Canada. Il s'en suit que les employeurs et les employés devront coopérer étroitement pour venir à bout des mille et une difficultés qui sont susceptibles de surgir durant son application.

Il ne faut pas perdre de vue un seul instant que les seuls bénéficiaires de la loi sont les travailleurs assurés et que toutes leurs contributions, de même que celles versées par les employeurs et un cinquième du total déjà acquis ajouté par le gouvernement fédéral, sont exclusivement réservées aux paiements de l'assurance-chômage. Ce fonds d'assurance sera tenu complètement à part de son fonds d'administration, lequel est entièrement à la charge du gouvernement fédéral et provient d'appropriations annuelles votées par le Parlement.

On ne peut guère s'attendre à ce que la surveillance officielle soit suffisante pour en assurer une administration impeccable, de sorte que les ouvriers, individuellement et par l'entremise de leurs unions, peuvent aider efficacement afin d'en placer l'administration dans des conditions aussi satisfaisantes que possible.

Le premier pas dans cette bonne direction consiste, en ce qui concerne l'ouvrier assurable, à s'assurer que son employeur s'inscrive à la Commission d'assurance-chômage, à ce qu'il se procure les carnets d'assurance dont il a besoin et qu'il y appose le nombre de timbres-assurance voulu. Durant l'emploi de l'ouvrier, son carnet d'assurance doit être gardé par l'employeur, mais les travailleurs ont le droit de vérifier leur propre carnet en tous temps dans le but de se rendre compte que non seulement tous les timbres y sont, mais qu'ils sont d'une valeur appropriée. C'est de la valeur globale de ces timbres que sera déterminée la somme d'assurance-chômage à payer au chômeur-assuré bénéficiaire. Et comme cette assurance varie en valeur espèces avec les gains des assurés, il est de la plus haute importance pour le travailleur que des timbres de la valeur voulue soient apposés dans son carnet d'assurance.

Aussitôt qu'il tombe en chômage, le travailleur doit déposer son carnet au plus proche bureau de placement et l'y laisser jusqu'à ce qu'il trouve à s'employer de nouveau, auquel cas son carnet lui sera remis et il le déposera chez son nouveau patron.

On ne saurait trop fortement faire observer que les travailleurs font oeuvre utile et qu'ils protègent en même temps leur propre intérêt en apportant tout leur concours aux officiers administratifs chargés d'appliquer les dispositions de cette importante mesure de sécurité sociale. (Traduction)

— Traduction, Canadian Congress Journal.

de la Commission des Liqueurs et boire en automobile sur les grandes routes.

En présence d'un état de choses aussi déplorable, et dont il est certes responsable, que peut répondre le gouvernement? N'avait-il pas été prévenu par des esprits avisés que la mise en vigueur d'une pareille législation donnerait lieu aux pires abus?

Il ne s'agit pas de refaire le monde à notre guise, mais de tirer le meilleur parti possible du monde où nous vivons. Partant de ce principe, c'est donc d'une façon pratique et réaliste qu'il faut envisager le problème dit des boissons alcooliques. Faisons fi de l'intolérance et de l'égoïsme, et mettons-nous sérieusement à l'oeuvre.

Henri-J. DESGAGNE.

LES CANONS ANTI-AVION

Le premier canon anti-avion fabriqué au Canada et dont la production a anticipé de deux mois les prévisions, sera l'un des objets les plus intéressants qu'exposera le ministère des Munitions et des Approvisionnements dans le pavillon de l'Electricité et du Génie technique à l'Exposition canadienne nationale dont l'ouverture aura lieu le 22 août.

Ce canon, le célèbre Bofors 40 mm, est le premier d'un grand nombre d'autres qui sortiront, dans quelques semaines, des ateliers d'assemblage d'une usine ontarienne. Cette manufacture, qui en temps de paix produisait des ascenseurs, a déjà fabriqué des milliers de tubes de canons anti-avions 40 mm et elle s'est pourvue

depuis quelques mois d'une installation pour la fabrication du canon complet.

Le canon Bofors peut tirer 120 obus à la minute, mais il atteint rarement ce chiffre, car un avion se déplace si vite qu'il ne reste que quelques secondes à portée du canon. Par suite de sa haute fréquence de tir, les tubes d'un canon anti-avion sont usés après avoir lancé quelques centaines d'obus. Au besoin, il suffit de quelques secondes pour enlever les tubes usés et les remplacer par des neufs.

Les Bofors sont très efficaces contre les avions volant à une altitude de moins de 10,000 pieds. Les rafales d'obus lancés en Grande-Bretagne ont pratiquement éliminé le bombardement à basse altitude par l'ennemi. Ce canon est monté sur un affût mobile spécial.

DU CHOIX D'UN MARI

Fille du philosophe Tennant, celle qui devait devenir lady Asquith et Oxford, avait été demandée en mariage par M. Balfour.

Elle refusa ce parti comme tous ceux qui s'étaient précédemment offerts, mais, peu de temps après, fit savoir à son père qu'elle consentait à épouser M. Asquith.

— Il faut donc qu'il ait de brillantes qualités pour vous avoir domptée, observa M. Tennant, qui connaissait naturellement le caractère impérieux de sa fille.

— Je n'en sais rien, mais, comme je lui avais demandé de bien vouloir m'énumérer les droits du mari il m'a répondu: "Tous ceux que sa femme lui tolère!" Et cela m'a décidée...

Le Conseil des Métiers et la Fête du Travail

Une séance des plus intéressantes du Conseil des Métiers et du Travail, a été tenue jeudi soir, en la salle de l'Assistance Publique, sous la présidence de M. Raoul Trépanier, assisté des vice-présidents Claude Jodoin et J.-M. Shannon.

Quinze délégués représentant les unions des plombiers local 144, les chauffeurs et huileurs local 606, l'union fédérale 22783 de St-Jean, et l'union des potiers local 78, également de St-Jean, Québec, ont été dûment accrédités. Tous prêtèrent le serment d'usage et déclarèrent ne pas faire partie d'aucune association ayant des tendances fascistes, communistes ou autres organisations qui pourraient causer de la dissension dans les rangs des unions affiliées au Conseil.

Le Comité de la Fête du Travail, par l'entremise de son secrétaire, M. J.-E. Gariépy, annonce que la parade aura lieu cette année comme par les années passées, si la température le permet. Le Comité rapporte que cinq fanfares et 1 char allégorique prendront part au défilé. Le parcours s'effectuera comme suit: Départ du Parc Lafontaine par les rues Papineau, Ste-Catherine vers l'ouest, St-Laurent vers le sud et Craig vers l'est jusqu'au Carré Viger, lieu du défilement.

Comme par le passé, dans l'après-midi il y aura une fête sportive au Parc Belmont. Les unions intéressées sont invitées à y participer. On parle de lancer une invitation spéciale au Conseil de District des charpentiers et menuisiers de prendre part à cette grandiose et fraternelle célébration.

Sur la recommandation de l'exécutif un comité formé des délégués suivants a été nommé pour faire l'étude de la loi de l'assurance-chômage et faire rapport au Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Ce sont MM. I. Burman, de l'union des machinistes local 712; Paul Fournier, de l'union des chapeliers local 49; Frank Giroux, de l'union des barbiers local 455; Lionel Thibault, de l'union des cordonniers local 249; Onésime Renaud, de

l'union des travailleurs du métal en feuilles local 116; H. Desrochers, de l'union de la confection pour dames local 112; O.-H. Richard, de l'union canadienne des marins.

Pour ce qui concerne la question des unions d'employés d'hôtels et de restaurants, ainsi que celle des musiciens, relativement à la nouvelle loi des liqueurs l'Exécutif recommande que ces unions formulent conjointement une résolution, laquelle pourra être présentée à la conférence de la Fédération provinciale du Travail, qui se tiendra à St-Jean, Québec, les 15, 16 et 17 août.

Les délégués Frank Griffard, Lionel Thibault et Paul Fournier ont été élus par acclamation pour représenter le Conseil à cette conférence.

M. Marcel Franco, secrétaire de la Fédération provinciale du Travail, présent à la réunion du Conseil, fit un appel pressant aux unions de s'y faire représenter, afin d'obtenir un grand succès. Il souligna que M. R.-T. Tallon, commissaire de l'assurance-chômage, sera présent.

Dans un esprit de fraternité et de solidarité une résolution a été présentée par les délégués Fournier et Richard, et adoptée à l'unanimité par un vote pris debout. Cette résolution se lit comme suit: Que le Conseil des Métiers et du travail, accorde son appui moral à la jeune union locale No 712 des ouvriers de l'avionnerie dans le différend qui existe entre elle et les compagnies exécutant des travaux de guerre. De plus le Conseil leur souhaite tout le succès possible, afin que ce différend soit réglé en sa faveur par le Bureau d'arbitrage, que le gouvernement fédéral a bien voulu nommer pour satisfaire à leurs demandes.

Le secrétaire Gariépy a reçu instruction de faire part à la nouvelle union locale No 1288, des machinistes de Lachine, Québec, du désir du Conseil de la voir s'affilier à ce dernier.

La séance fut ajournée à 10 heures et 15, au jeudi le 21 courant.

The International Labor Conference

A Conference of the International Labour Organisation will meet in New York on October 27th, 1941, it is announced today at the International Labour Office in Montreal Telegrams or letters of convocation have just been sent to the Governments of over 40 states Members of the Organisation by Mr. E. J. Phelan, Acting Director of the I.L.O., and important delegations are expected to attend from most parts of the world.

The decision to convene the Conference was taken by the Governing Body of the International Labour Office, by way of telegraphic consultation.

This meeting will afford the Member States, and their employers' and workers' organisations, an opportunity for a general discussion of world social developments since the last International Labour Conference met in June 1939 in Geneva, and for an exchange of views on the policy of the International Labour Office, its present activities, and the part it may be called upon to play in post-war reconstruction.

The tripartite structure of the Conference will lend to its debates a special significance. It will be remembered that the International Labour Organisation is the only official international body where

employers and workers are represented on an equal footing with the Governments. This unusual composition gives the Conference more the character of a world industrial parliament than that of a purely diplomatic gathering.

The agenda of the Conference includes a general discussion of the Acting Director's Report, which will present a broad survey of the main economic and social trends for the past two years and outline the future policy of the International Labour Organisation. It is expected that this debate will attract considerable attention, and that it may thus constitute a significant step in the framing of future social policy by free co-operative international effort.

The second item on the agenda will be provided by a report by the International Labour Office on collaboration between public authorities and workers' and employers' organisations. This subject had already been chosen for the 1940 International Labour Conference, which had to be postponed because of the war situation, and it has since acquired a growing importance in view of the far-reaching measures which have been taken in various countries in order to associate employers' and workers' organisations in the execution of national defence policies.

TOBACCO INDUSTRY IMPORTANT

Canada's tobacco industry has become an important contributor to the national income, the total value of manufactured tobacco products reaching \$90,600,000 in 1939. The crop of raw leaf tobacco grown in the Dominion in the same year brought the growers a revenue of \$19,400,000.

The Canadian tobacco industry has undergone spectacular development since 1926, owing largely to the phenomenal increase in the production of flue-cured tobacco, particularly in Ontario. The total Canadian tobacco crop in 1939 reached the record level of 107,700,000 pounds and exports for that year amounted to 32,200,000 pounds. Loss of export markets because of the war, a sharp cut in acreages, and extensive frost damage to the flue-cured crop reduced the total output in 1940 to approximately 60 per cent of the previous year and reversed the trend of production which had been sharply upward since 1936.

Consumption of tobacco products in Canada in 1939, as indicated by tax-paid withdrawals, amounted to 7,571,800,000 cigarettes, 165,700,000 cigars and 34,400,000 pounds of other manufactured tobacco.

The annual domestic consumption of leaf tobacco average approximately 42 million pounds. The proportion of home-grown tobacco used in Canadian manufacture rose steadily from 54 per cent in 1930 to 90.4 per cent in 1939.

The history of tobacco growing in Canada reaches back to the early French colonial days. The French settlers on the banks of the St. Lawrence found tobacco smoking a general custom among the Indians, but the white population did not acquire the habit quickly. Several years passed before the farmers began to grow the plant, and it was not until about 1735 that the government gave any encouragement to tobacco growing. With the settlement of what is now Ontario the tobacco area was extended, and it is probable that the Loyalists who came to Canada after the American Revolution of 1775 brought seed from the tobacco districts in the south.

MONTREAL BUILDING TRADES RECEIVE PAY INCREASES

Building trades workers in Montreal numbering approximately 10,000 received a 5% wage increase as a result of prolonged negotiations between union representatives and the Builders' Exchange. The agreement was signed on behalf of the employees by J. A. Charron, President of the Montreal Building Trades Council and D. A. Patterson for the employers. In addition to the adjustment in wage rates a few minor changes were made to the agreement under which the industry had been operating during the past year. A provision is included for a review of wages after six months if the cost of living is shown by the Federal statistics to have risen by 5% or more.

TORONTO RETAIL CLERKS ORGANIZING

The new organization of retail salespeople in Toronto is progressing and permanent officers have been elected and installed. The union is chartered by the Retail Clerks' International Protective Association and is designated as Local No. 540 of the Association. A number of international union representatives have been assisting in efforts to effect unionization of this class of workers, and John Noble, Representative of the American Federation of Labor; Dave Kennedy, Vice-President of the Cigar Makers' International Union and Archie Johnstone, Representative of the Hotel and Restaurant Employees' International Alliance are among those who are co-operating. S. Edwards is President and M. Johnson is Secretary, while M. Goody has been appointed as Publicity Agent of the new union.

ACCIDENT RECORD SET

While the records for the month of June show the greatest number of accidents reported to The Workmen's Compensation Board of Ontario during any month since the commencement of the Act, it might be pointed out that approximately 60% of the reported accidents result in a disability of less than seven days, necessitating payment of medical aid only.

The figures for June, 9,738, compare with 9,203 during May, and 6,206 during June last year.

The benefits awarded during June amounted to \$846,570.39, of which \$707,698.84 was for compensation and \$138,871.55 for medical aid.

The accidents reported during the first half of this year numbered 50,909, as compared with 33,396 during the same period last year, and the benefits awarded to the end of June amounted to \$4,908,431.12, as compared with \$3,457,257.20 during the first six months of last year.

A GREAT INCREASE

An increase of 20% in new ordinary business is recorded for the Canadian territory of the Sun Life of Canada during the first six months of 1941 as compared with the same period last year.

A gain of approximately 10% in the United States territory is also reported.

In Great Britain, despite the very difficult conditions and the large drain on the agency personnel due to war service, the Company's new business shows an increase of nearly 10%.

The total increase for the whole Company in new ordinary business may be attributed to the greater consciousness in wartime of the value of life insurance, a trend which was evident in the experience of the Sun Life of Canada during the world war of 1914-1918.

CANADIAN WORKERS WIN THE BONUS FIGHT

The Canadian Government's Order in Council 7440 has been revised by the Dominion Cabinet and the Canadian National and Canadian Pacific Railways have been directed to pay a cost living bonus of \$1.93 per week to all railroad workers. This augurs the satisfactory settlement of a dispute which has occupied the Standard Railway Labor Organizations in Canada since the start of the year and which was the subject of a recent Board of Conciliation hearing.

The dispute had its inception with the issuance of P.C. 7440 on December 19 of last year. This order decreed that wages be stabilized during the war emergency and that, in order that workers be protected from advancing prices, Cost-of-Living Bonuses "may properly be paid. The Standard Organizations did not by any means approve of this order but they accepted it as the law of the land and made prompt request on the carriers for its application. The representatives of management would not agree to apply the bonus, however, stating that the order did not make it mandatory and that it was to apply only where substantial curtailment of living standards could be proved.

Throughout the early months of this year the organizations sought through direct persuasion and application to government officials to have the bonuses put into effect. Finally, when it became apparent that the carriers were not going to accede to our request, a Board of Conciliation was requested under the Industrial Disputes Investigation Act. The Honorable Arthur W. Roebuck was chosen to represent the employees on this board; Mr. Isaac Pitblado was named by management; and, on failure of these two to agree, the government chose Mr. Justice Patrick Kerwin, of the Supreme Court of Canada, as the neutral member. Hearings were held during the month of June and the Standard Organizations stood their ground, insisting on application of the order to all workers in the industry.

Subsequently, the board issued its report, and, to the surprise and dismay of the employees, recommended that the bonus be paid to only the lower paid men. Mr. Roebuck filed a minority report recommending that it be paid to all work-

ers. The leaders of Railway Labor then took their fight to the government.

The government issued a new order, P.C. 4643, on June 27, which amends and clarifies P.C. 7440 and corroborates the stand taken by the organizations. The order replaced the words "may properly be paid" with the more definite terminology "shall be paid."

Negotiations are now in progress to put into application the provisions of the order. Since the dispute was originally initiated, however, there has been an additional increase in the cost of living and it is hoped that the bonus which will be ultimately put into effect will be larger than the \$1.75 first requested.

AN ANALOGY OF DEMOCRACY

Scientists recently termed the human body a perfect analogy of democracy. However, they found that it worked a great deal better than the world of affairs. In its ability to meet emergency, it was said the human body has evolved a self-regulated internal economy which keeps it in a fit state for action, and keeps it prepared for extra effort when confronted by the critical situations.

It was suggested that the organization of the physiologic body might well be studied in connection with disturbances of the body politic in the interest of meeting disturbing forces in democracies, such as economic upheavals, financial panics and the general run of disturbing forces. The current crisis with its rush to produce tools, buildings and machines was compared with the preparedness of the human body to provide defense reactions for emergency.

VANCOUVER UNIONS SUBSCRIBE LIBERALLY TO VICTORY LOAN

A report appearing in a recent issue of the "Labor Statesman," official publication of the Vancouver, New Westminster and District Trades and Labor Council, shows that 17 affiliated local unions purchased Victory Loan Bonds totalling \$17,600. Pointing out that the list was not complete, the "Statesman" cites the fact that many of the organizations associated with the Council have subscribed to previous issues, including non-interest bearing bonds, while others are making regular purchases of War Saving Stamps.

A Ridiculous Term

One of the most ridiculous terms in general use today is the word "inflation." Like most words and phrases which are given wide circulation it has come to possess a number of meanings, all of which differ considerably. To some, inflation is merely an increase in the general price level; to others, inflation means uncontrolled expansion of the currency; to still others, the word conjures up visions of bank crashes, induced by extraordinary extensions of credit or manipulations of great financial tycoons. To the proponents of a very fashionable view today the word connotes the evil which inevitably results when the wages of workers are increased. The specific form this evil takes or how it works is never stated. The syllogism goes like this: Inflation is a bad thing; wage increases cause inflation; therefore, wage increases are bad.

Of course, the argument should be valid at any time. However, it is seldom introduced except in times such as these when industrial profits, resulting largely from the production of defense materials, shoot up to unprecedented heights and the pressure of wage increases by the workers becomes difficult to resist.

It would be foolish for any writer to attempt to prove that the country today is not gravely menaced by advancing prices. However, the argument that wage increases which will augment the money and purchasing power in the hands of low-income consumers could effect any wholesale disruption of the economy is fallacious.

There are two kinds of price rises which could conceivably result from increased wages. A larger wage bill in any one industry might so swell the cost of producing a class of commodities that it would be necessary to raise the price of those specific commodities. That would be one type of price increase engendered by wage boosts. Quantitative addition to the mass buying power of the workers might, through the operation of the law of supply and demand, increase the selling price of consumers' goods. This would be the second type.

The first type of price increase would not naturally occur unless there was an increase in cost per unit of output. And, as is everywhere recognized, the installation and continual improvement of mass-production methods is constantly reducing the unit cost of all manufactured wares. This has been particularly true of industries making defense materials and armaments which are now being produced on a scale undreamed of in the past. It is true of most of the great raw material industries because of improved machinery and methods. It has been true of operations in the railroad industry for more than two decades.

The absurdity of blaming price rises on wage increases is usually apparent when close examination is made of the magnitude of the unit price increase as compared to the increase in the unit wage cost. It was recently estimated that the price of coal would be increased approximately one dollar a ton during the coming winter. The reason given for the necessity for raising the price was the recent increase in wages granted to coal miners. They receive a pay boost of \$1.00 a day. Inasmuch as the average miner produces between five and seven tons a day the increase per ton is only about 17 cents. The mine operators, hence, will get the difference (about 83 cents per ton). Moreover, it has been reliably estimated that because of improved production methods the normal cost of mining a ton of coal has decreased 18 cents during the last three years. This saving in cost was not accompanied by any reduction in the selling price, so the recent increase in wages would appear to justify no price advance whatever.

Price increases of the second type are actually occurring. Many consumers' goods are increasing in price today only because there is a better market for them than there has been in many years. Advances in the prices of these commodities which are the result of increased costs have been small if not negligible. They have been rising only because their pro-

ducers recognize that with the improved buying power of the mass of workers, engendered by increased employment and widespread wage increases, they can ask larger prices and thus net greater profits. Such increases in the price level can certainly not be laid to the door of increased wages.

Most price increases now occurring, however, or which are now in prospect, are not caused either by increased wage costs or by the kind of consumption demand which arises from increases in the wage earners' incomes. The really important causes for price increases are rather, as follows:

1. Shortages of specific essential materials or equipment.
2. Monopoly control of prices.
3. Price speculation and excessive accumulation of inventories.

It is likely that most spectacular price rises will come from shortages of materials, particularly metals such as aluminum. Aluminum is probably the most abundant of all metallic elements. It is present everywhere in the soil which makes up the crust of the earth. Unfortunately, however, successful commercial methods of extracting it from the many compounds in which it is contained have never been devised. Our entire production of the metal must come through an elaborate treatment of the mineral bauxite. The available supplies of bauxite are largely controlled by one company in this country, the Aluminum Corporation of America, which resultantly also controls — and has controlled for many years — the production of all the aluminum we use. The widely publicized failure of this company to meet the demands of the expanding defense program are attributable alone to its complete monopoly hold on production and its fear that the dictatorial price control it has enjoyed for decades will be endangered. The effect of this policy on the national defense effort is well known. It is now being estimated that there will be a shortage of 600,000,000 pounds of aluminum by July, 1942.

The situation in aluminum repeats itself in varying degree in the production of many other metals and minerals. Priorities have already been placed, among many others, upon nickel, tungsten, magnesium, zinc, copper, various kinds and forms of steel, synthetic rubber, and certain chemicals.

These shortages put the most serious kind of pressure on the price structure, not only of the basic materials, but also of parts fabricated of the materials and of assembled products into which the fabricated parts go. Even when prices are set in the face of such shortage as these, bootleg and illegal markets grow up where the price goes sky high.

Experts acknowledge that it is impossible to keep shortages from being reflected in price increases somewhere between the producer and the consumer.

The phenomenon of monopoly prices does not require any explanation in addition to the one given above pertaining to material shortages. Each are integral parts of the other. Such commodities as aluminum, steel, copper and many other essential products are subject to close control by the producers. Price increases in these and many other commodities can be ordered at will by the major producer or producers.

Price rises which result from speculation are also familiar to most people. One such occurred recently in the shoe industry when manufacturers raised their prices far above what was justified by increased cost merely because the price of hides had reached speculative heights. In effect this amounted to speculation in hides, but the producers took no risks because they were using the consumers' money. The shoe situation grew so bad that the U.S. Army, late in May, was forced to reject all bids for shoes because they were exorbitant. Periods which are marked by generally rising consumer demand always feature speculative activities by manufacturers who, for fear of advancing material prices, buy heavily and thus induce through their own demand the advances they are attempting to circumvent. — *The Railroad Telegrapher.*

IMMUNIZED

"As soon as my fiancé has completed his military service we shall be married."
"Ah, yes. He will be better able to stand it then."

Invasion by Proxy

By RUTH TAYLOR

Those ostrich-like gentlemen who are called isolationists tell us that we are safe behind the walls of the ocean. In indignant tones they ask us if we think anyone could ever invade our shores! They quote statistics to prove the number of ships necessary to transport troops. They marshal "expert" opinions to prove their case. To them what has not happened never can.

But they completely overlook the invasion that is now being attempted under our very noses. There are no oceans that can stem hatred and suspicion. Guns may not bombard us — but there has been an attack of poison gas which has let loose upon our shores those same germs of dissension which proved so devastating to the democracies of the Continent.

The invasion has already begun by proxy. We are now seeing the concept of the brotherhood of man and the fatherhood of God under pagan attack. We are now seeing the freedoms of religion, of press, of assembly and of petition derived. We are now seeing a deliberate effort to set neighbor against neighbor.

Furthermore, we are invaded in our way of life and labor. We are invaded in our manufacturing, commercial and financial establishments. Our entire national existence is forced into drastic reorganization and change because of the decisions of a powerful dictator three thousand miles away. We are now thinking and planning in ways we never wanted. We are now working longer and harder than would otherwise have been necessary. We are now suffering dislocations of our productive enterprises and are facing enforced scarcity of goods and comforts. Our youth is now in the training camps instead of in the factories, fields, offices and educational institutions, training to throw grenades instead of baseballs.

These are all aspects of invasion by remote control. These are all results of a revolution of nihilism launched against the orderly society that we have been building these many years.

We must not underestimate or disregard the forces which have divided the peoples of other lands. We must not be weak — we must be strong. We must not fail the heroic defenders of the rights of men in other land. We must not countenance the evil doctrines which make persecution and hate political weapons. We must rededicate ourselves to our country, and we must fight the forces invading by proxy with all the energy and powers at our command. And, most important of all, we must learn to recognize the invaders no matter what form of disguise they adopt. However the appeasers and isolationists may argue, American Labor will never yield to an invader of any kind!

Serving Canada

A radio address delivered by HUMPHREY MITCHELL over the C. B. C. National Network, Wednesday, July 9th, 1941, in the programme "Army Night."

Looking back on my experience on active service during the last war, I would say that it was the best education in human relations one could have received and as the years go by one also profits from an inward satisfaction that cannot be expressed in mere words.

Make no mistake. War is not a Christmas tree. The very essence of a successful war demands sacrifice, and we will surely suffer if we do not recognize this simple fact.

We are living in a country rich in resources. These resources are the envy of the Axis Powers, and unless we are ready to defend them, when and where that defence is necessary, we are heading for oblivion.

Our duty at home is to look after the interests of our men in the field. We must make sure they get the best equipment, proper treatment, and that when they come back, they'll come back to the sort of a country they've fought to preserve.

There is no army in the world where the pay of the men and separation allowances are higher than in the Canadian Army to-day. We have pensions legislation that is recognized as a model in its field. Additional arrangements for the well-being of the troops are of a character that the men of Vimy never dreamed of. And it can be fairly stated that even now the Canadian people are more fully prepared to meet the post-war period as it affects the return of the men now overseas than they were even at the conclusion of the last war.

Regulations have been recently adopted that provide for the reinstatement of men in their civil employment at the conclusion of their service in the armed forces. This in itself will assist in the orderly re-establishment of tens of thousands of men who have served, or will serve their country in the prosecution of the war.

Many listening in to-night are employed

in war industries. That's vital work. The army needs the tools of war. Just the same, you will want to do the right thing, and serve your country in the most effective way. Legislation has been passed setting up War Services Boards throughout the country to deal with the problem of key men in war industries. Let me urge you to make use of these Boards. Go to your Recruiting Officer and volunteer. If your employer feels that you are a key man, he makes application to the Board who will examine your case and may advise you to take leave of absence from the Army until such time as you may be replaced. Remember this, if typewriters and speeches alone could have defeated Hitler, war would never have been declared. The democratic countries must of necessity be prepared to meet him with greater strength and determination.

The speed of modern war has obliterated frontiers as we previously understood them. This war is not for the defense of Canada alone. It is a fight to maintain a way of life, to preserve the gains of the uphill struggle made since history began. Let there be no misunderstanding. It is a fight to the finish.

The struggle for freedom has been the cry of mankind right down through the ages, and the success of the present recruiting campaign will be a reflection of the ability of free men to enlist voluntarily in the light of the critical situation we are facing.

Every physically fit, able bodied man should see to it that he plays his part in a manner worthy of the best traditions of the Canadian people.

I would like to paraphrase the words of Nelson on the eve of Trafalgar, which spelled the doom of a dictator of another day. Canada expects this day that every man will do his duty and by the same token every man who enlists has a right to expect that those who are left behind will do their duty too.

Canadian Congress Journal.

Take notice that Marie Louise McCarthy Smyth, Mount Royal, Que., will apply to the Parliament of Canada at the next session thereof for a Bill of Divorce from John Patrick Augustus Smyth, of said Mount Royal, business executive, on ground of adultery.
Ottawa, July 9th, 1941.

WILLIAM GILBERT PUGSLEY, K.C.
Solicitor.
29-33

Danger Signals for Labor

Fast rising food costs in the last two months warn us of the new uptrend in prices felt throughout the nation. Cost of the family food budget started slowly upward in November, but since March the rise has been swift indeed. By June, workers' food costs were up on the average 8% above June last year, and in many cities the rise was anywhere from 10% to 13% or more. Some items of the budget were up much more than the average: Eggs, 34%, pork 30%, butter 25%, sugar 10%.

These are forewarnings of the price inflation which threatens us. In the last world war, price inflation did not begin until late in the second year, but when prices started upward, the rise continued for over four years. Living costs doubled and wholesale prices rose an average of 145%.

We are now late in the second year of the second world war. Although living costs as a whole have thus far risen only 3.5% above last June, and 5% above pre-war (U. S. average), wholesale price have spiraled upward since March, and by July 5 were 13% above last year and 17% above prewar. This looks very like the experience of the last war. In fact, the rise in recent weeks is said to be the fastest in history, raising farm prices to 26% above last year (by July 5), textiles to 17%, wholesale foods to 19.5%, with even more drastic rises in some items. The price of raw cotton reached an 11 year high on July 8. If prices continue to rise at recent rates, price inflation could equal or even exceed the sad record of 1916 to 1920. We know that retail prices follow the wholesale trend, that unless inflation is checked we must expect wages to be cut away by rapid living cost increases.

Labor Loses by Inflation. Labor knows only too well what a price inflation means. Many of us remember the days of World War I when we could not raise wages fast enough to keep up with living costs. After that, came the collapse of 1921 when our gains were swept away in wage cuts and unemployment. We had struggled through the war years to lift wages from 25 cents an hour in 1914 to 61 cents in 1920, only to lose 9 cents out of every 10 cents by the price rise and the 1921 depression. In these 8 years (1914 to 1922) the net result of all our efforts was only a 4 cents gain in real wages. We saw the same thing repeated in the stock market inflation and collapse of 1929, when in 3 depression years (1930-1932) we lost 4 cents out of every 10 cents in wage gains won through 7 long years of effort. We will not forget the unemployment, the hunger, sickness and despair of the 1930's. History shows that inflation is always followed by depression, with huge losses to labor from wage cuts and unemployment.

Even without counting losses from unemployment, the record of "real" wages alone in the last quarter century shows how labor's efforts for progress have been hamstrung by inflation and depression. Compare the story of these two inflation-depression periods with a time of relatively stable prices: As it is shown, from 1914 to 1922 the gain in real wage per hour was 4 cents; from 1922 to 1932, real wage gain 6 cents. From 1932 to 1941 (June) the real wage gain was 27 cents in a period free from any serious inflation or depression. This has been the most rapid wage gain in our country's history, when workers have at last succeeded in winning some of productivity. The level of hourly earnings the income due them for their increased was up to approximately 75 cents in June 1941, a gain of 56% in less than 9 years.

Are we now to lose nine-tenths of this gain in a price inflation? If we do have a serious price inflation today, added on to the vast dislocations of industry and workers caused by the change to mass production of modern war machines, America stands to lose a great deal more than jobs and wage standards. We know how the 1933 depression closed our banks and wiped out millions of dollars in workers' savings, bankrupted thousands of farmers and businesses, threatened to undermine our institutions. We know how serious depressions abroad caused the overthrow of democratic governments in country after country, brought Hitler and his regime to Germany. A serious price inflation in America today could bring incalculable disaster. What can be done?

Price Control Difficult. To control prices is an exceedingly hard task. The hundreds of millions of prices in the United States are fixed by millions of different people. The price of almost anything may be

raised any day and raised again the next day, if there is a shortage of it or it costs more to make. Since "one man's price is another man's cost," a higher price for cotton means a higher cost for cloth and clothing; this requires a higher wage for the man who buys clothing and a higher cost for the man who pays the wage. And so the price rise once started spirals upward. This opens the way for profiteers and speculators who make money by speeding the inflation.

One way to stop the price spiral is for the government to "freeze" all prices and wages, to prohibit all price and wage increases. This means denying workers any chance to improve their income, without stopping employers' profits. Freezing prices and wages is the German way.

Another and much harder way is co-operative price control or "administered prices." A government administrator examines any serious price increase to find the reasons for it and fixes a price "ceiling" or top price which he feels will be just to all concerned. This is the way being tried out by the Office of Price Administration and Civilian Supply. (Leon Henderson is Price Administrator). It can succeed only if business men, labor, consumers, all groups cooperate with the government by making every effort to economize and prevent price increases, and if the government has power to enforce the price ceilings it sets and prevent chiseling and price profiteering. The task of policing prices would be colossal without the co-operation of American business.

Any kind of price control means a basic change in our free economy, but labor knows that inflation can be far worse than fair price controls; and the way being tried by our government is much more in keeping with our free enterprise system and allows much more opportunity to labor than freezing wages and prices.

What Will Price Control Mean to Labor? First, wages are not prices; price control does not mean wage control. Second, wages can be substantially increased without raising prices. Since wages form only a relatively small part of a company's total costs, only 16% in manufacturing industries, a 10% wage increase raises costs by only 1.6%, and this may be more than offset by increased productivity, savings due to expanded production or other economies. With an 11.2% price increase from June 1940 to June 1941, the maximum that could be attributed to wage increases was 1.4%. In reality, the actual increase in costs due to wage increases in industry generally is very much less than 1.4%, because the savings of expanding production have more than offset wage raises in very many cases. The fact that in June an investors' service reports "excellent corporate earnings in the making," and that dividend declarations for July 1941 are above July 1940 by nearly \$12,000,000 or 4%, shows that this spring's wage increases have not prevented highly profitable operation of the nation's business.

Thirdly, Congress has brought about large price increases for farmers by fixing 85% of "parity" as a basis for government crop loans. OPACS has benefited business by permitting sizeable price increases in many lines, and government contracts have followed the general policy of giving high cost firms a price adequate to allow profits. Since farmers and businesses have received these benefits, labor must not be penalized by any hindrance to just wage increases.

What Can Labor Do? Recognizing the very serious price situation, we are eager to do our share in stopping price increases. While upholding our rights, we are fully conscious of the important responsibility that rests upon us.

1. We recognize that although in general wage increases have not been an important factor in causing price increases, nevertheless there are many cases where a wage raise may cause a price increase if not properly adjusted. Some companies have exceptionally high labor costs; some are operating on a very small profit margin. Unions should secure Federation Research Reports showing an employer's wage paying ability before entering wage negotiations.

2. Furthermore, there may be cases where an employer cannot pay a wage increase unless he reduces production costs. In such cases, the union can help by cooperating with the employer in every possible way to improve efficiency and quality, prevent waste and reduce costs, provided the company agrees to open its

British Industry Sets Up a "War Cabinet"

More information can now be published about the composition, functions and relationships of Britain's "cabinet" for war industry.

It is already in being. It has been set up with the object of giving the Production Executive of the Government the best possible help and counsel that industry, from both the employers' and the workers' side, can offer. Its chief duty is to advise upon every problem affecting the speed-up and intensification of productive effort in the war trades, and to assist in removing impediments to maximum output, wherever or however they arise.

This industrial cabinet is composed of thirteen representative industrialists, appointed by the two great employers' organizations — the British Employers' Confederation and the Federation of British Industries. Thirteen responsible trade unionists, appointed by the Trades Union Congress, and chosen from the membership of its General Council, constitute the workers' representatives. Together they form what is to be known as the Central Joint Advisory Committee to the Production Executive of the War Cabinet.

The Government's Production Executive is itself composed of the Ministers concerned with war services and supplies. Its chairman is the Minister of Labour.

His colleagues include the Minister of Supply, the Minister of Aircraft Production, and the President of the Board of Trade, with the heads of the Service departments — that is, the War Office, the Admiralty, and the Air Force. In the hands of these Ministers rests the entire authority for organization of war production.

This Central Joint Advisory Committee brings the Executive into direct personal and continuous contact with men who know most about industry and whose influence and authority derive from the great organizations which control industry.

How It Will Work

The terms of reference laid down for the Central body makes it clear that its function is to advise on general production difficulties, and on such other matters relating to production that may arise from the work of the regional boards, or which may be referred to the Committee by the Production Executive of the Government.

Questions that are normally dealt with the established machinery of collective bargaining between Unions and Employers' Associations, including those relating to wages and conditions in individual industries, will not be within the ambit of the joint body's work. One of the striking features of the Government's industrial policy has been its determination to maintain unimpaired

financial records for wage negotiations and to submit for collective bargaining all records necessary to show the savings made by employees.

3. A final point of vital concern to us all. Labor's buying power is increasing by leaps and bounds at just the time when consumers goods production is being drastically cut by priorities. Workers' income in 1941 will be up at least \$8,000,000,000 from last year, or 18%. The pressure of this vast buying power against the coming shortage of consumers goods is bound to cause drastic price increases unless something is done. The Administration is making every effort to police prices fairly. We can do our part by voluntarily laying aside large amounts in savings, to be held for emergency or until the war is over. If voluntary savings is not adequate, we may find ourselves faced with rations or consumer taxes.—*Labor's Monthly Survey.*

the recognised practices in collective bargaining.

In fact, it has reinforced and developed the machinery of negotiation between employers and Unions.

Reference is made in the "directive" of the Central Joint Advisory Committee to the work of the Regional Boards. These Boards are a very important part of the machinery of Government control over industry, and they are constituted upon exactly the same basis as the Central Advisory body now in being.

Changes have been made with the double purpose of relating these Regional Boards to the central authority, and at the same time to develop them as instruments for expanded and intensified production of war goods in the areas which they cover.

New Importance of Regional Boards

The is one Regional Board for each Civil Defence Area. The changes that have been made in their composition and functions are designated to make them more effective in giving rapid and effective assistance in the solution of problems affecting production. The work of each Board is directed by an Executive Committee.

This consists of representatives of the three supply Ministries as well as the Board of Trade, and the Ministry of Labour and National Service; with the Chairman and/or Deputy Chairman of each Board.

Each Board is inclusive of three representatives of employers and three of the workpeople in their area. Each group appoints either the Chairman or the Deputy Chairman of the Board — that is to say, the Trade Union representatives will have one of their number acting as Chairman or vice-chairman of a body which representatives of the Ministries and industrial and transport committees.

The full list would serve to emphasize not only the importance of the functions of these Regional Boards but the extent of the responsibility which the Trade Unions have accepted in relation to the conduct of the Board's activities.

Rebuilding For Freedom

Through the goodwill of a friend and colleague, I have been able to read advanced proofs of a report to be submitted to the Annual Meeting of the International Transport workers' Federation which will be held in London this month.

If ever a Labour Movement has risen to the occasion, says the report, it has been the British Movement: "it holds the key position and it is with admiration and hope that the workers of all countries, and particularly of those countries which are at war and which are being oppressed, look to them."

The establishment of continental seamen's Unions on Britain soil is dealt with in detail in this report. It records the fact that when the joint organisation for Belgian, Dutch, French and Polish seamen was established as an act of emergency, there were no funds available, but on the appeal of the Management Committee, the British National Union of Seamen, the railwaymen's Unions, and the Union of Transport Workers forthwith contributed nearly £2,000 to start the International Secretariat going again.

The report emphasises the fact that after the war these organisations of seamen and fishermen will return *en bloc* to their own countries from Britain, and will "form a vanguard of the free Trade Movement in those countries, carrying in their hearts the feelings of profound international solidarity". — *Labor News from Britain.*

Buanderie - IMPERIAL - Laundry

& SUPPLY CO.

TEINTURIERS — NETTOYEURS

DYERS AND CLEANERS

Excellent service de blanchissage

Superior Laundry Service

Lavage de famille à prix modérés

Family Washing at Popular Prices

Téléphonez FALKIRK 1179

Call FALKIRK 1179

1471, RUE PARTHENAIS

1471 PARTHENAIS STREET



FROM NEAR AND FAR

ON THE "WE DON'T PATRONIZE LIST"

Chicago, Ill. — The Organization Committee of Chicago Printing Trades Unions announces that Swift & Company, packers, have been placed on the "We Don't Patronize List." According to the unions the firm has its monthly publication, *Swift Merchandiser*, printed by the union-hating R. R. Donnelley & Sons Company (Lake-side Press), Chicago, against whom a nation-wide campaign is now in progress. Swift & Company also operate a private nonunion printing plant at the Chicago Stockyards.

The unions request that members and friends of organized labor refrain from patronizing Swift & Company products until such time as the firm unionizes its printing plant and removes the *Swift Merchandiser* from the anti-union Donnelley concern to a union office. They are also urged to write Swift & Company, 4115 S. Packers Ave., Chicago, Ill., and advise the firm as to the action they have taken and the reason why.

The Chicago printing trades unions are also conducting a nation-wide campaign against the Donnelley-printed *Time* and *Life* magazines. Members and friends of organized labor are likewise urged to refrain from patronizing *Time* and *Life*. *Click*, *Friday*, *Look*, and *Pic* are union-printed and they have features similar to *Life*. *News-week*, *United States News*, *The New Republic*, and *The Nation* are also union and they have features similar to *Time*. Patronize the union-printed magazines in preference to the nonunion *Time* and *Life*.

TO WIN OVER SUBSCRIBERS FROM NONUNION "TIME" AND "LIFE"

Chicago, Ill. — Established nearly a year ago in New York, PM, daily newspaper of a "different sort," has found the going none too easy, but is still plugging away, hopeful that its worth will meet with the substantial recognition it deserves. On June 21, in collaboration with the Electrical Union Worker, PM issued a forty-page edition in the format now so familiar, telling the story of the strike of 1,600 employees of the Levison Manufacturing Co., Brooklyn, in all its sordid details. That organized labor in general has PM's

friendly backing may be judged by the following extract from an editorial in the edition referred to:

"PM accepts no advertising. PM belongs to no political party. PM is absolutely free and uncensored. PM's source of income is from its readers to — whom it alone is responsible. PM is one newspaper that can and dares to tell the truth.

"This is a newspaper that we believe the millions of men and women in the Labor world would be glad to read. More than 600 labor newspapers that come to our desk regularly have carried a story in the last few days stating that Time, Inc., publishers of the two magazines known as *Time* and *Life*, are sending out form letters in an effort to excuse the nonunion status of their publications. *Time* and *Life* are printed by the union-hating R. R. Donnelley and Sons Co. (Lake-side Press), Chicago. These magazines seek the patronage of the members and friends of organized labor. *The Saturday Evening Post*, always unfair to labor, comes in this same category.

"Here is an opportunity where labor can deliver one of its hardest punches. If the millions of men and women of labor will pass up *Time*, *Life*, and *The Saturday Evening Post* and subscribe to the newspaper PM, they will have a staunch ally on the firing line during the total crisis we are facing."

BOARD IS NAMED IN I.A.M. WAGE DISPUTE

Ottawa, Can., July 31. — A board of conciliation has been established by the minister of labor to investigate a dispute between three large aircraft companies in the Montreal district and their employes, members of the International Association of Machinists.

Justice E. H. A. ortier of Hull has been appointed chairman with D. A. Patterson representing the employes, and John A. McClelland, a former vice president of the Machinists, representing the men.

A blanket agreement with wage increases approximating 5 cents an hour, a 44-hour week and improvement in working conditions are the chief questions in dispute. About 4,500 men are involved. — *Labor*.

From Our Readers

To the Editor,
The Labor World,
Montreal.

Sir:—

There is ample evidence now, that the amendments to the Quebec liquor law are unpopular with the majority of the public, and what is more important, are failing completely to achieve the purpose for which they were designed which was the promotion of a greater degree of true temperance.

When these amendments were under consideration by the government, the suggestion was made, that a meeting be arranged between the representatives of the brewing interests and those desiring a more stringent restriction of the sale of alcoholic beverages.

This suggestion was made with the hope, that such a meeting might result in the discovery of a middle ground on which could be erected a code of sound and practical laws, which would secure for the people of this province a greater degree of true temperance.

When this suggestion was made it was not received by the reform element with any degree of enthusiasm, but was on the contrary, completely ignored.

In view of these facts therefore, the only deduction which it was possible to make as a result of this attitude was that the reform element wished to impose upon the people complete acceptance of their proposals, regardless of the wishes of all others, with the result that the amendments as made, representing the desires almost exclusively of only one side to the controversy, were enacted.

It was the contention of the other side to dispute that these amendments were not practicable and results have already shown, that this view of the situation was correct.

The brewing interests are just as keen to promote a condition of temperance as the other side, but they are unalterably opposed to laws which, in effect, produce conditions which are much worse than those which it is pretended such laws will remove.

The fatuous idea that public morals may be improved by the mere enactment of laws is entirely wrong. Public morals can be improved only as there is an improvement in private morals, and it is in this respect and at this point, that the churches, schools, universities and homes have their great opportunity to secure this most desirable condition.

Jean-Pierre LEBEL.

LABEL ORDERS NEARING FOUR MILLION MARK

With the new dress season getting under way and promising to be the best in years, figures released by the New York Dress Institute indicate that the sale of the new union-fashion labels to the 800 jobbers and manufacturers in the city has exceeded advance expectations.

Orders placed for labels by early July totalled better than 3,500,000, and \$350,000 had already been contributed to the Institute's million dollar a year promotion fund. Because of the brisk activity on the part of retail buyers in the market, it is expected that when Fall and Winter production of dresses really gets into its full swing later in August, the demand for the New York Creation labels will be stepped up sharply.

If the present trend of buying activity in the market continues, it is expected that this year's production will be well in excess of the 1939 and 1940 figures. In 1939, about 79,000,000 dresses were produced in the market, bringing a total payroll of about \$85,000,000 to dressmakers. With production on the increase, workers' annual earnings are expected to rise this year. — *Justice*.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration

MARCEL FRANCO

Secrétaire de la Rédaction

BEN. DROLET

Gérant de la circulation

Le seul journal ouvrier bilingue au Canada



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Téléphone: PLateau 8451

GERARD TRUDEL
AVOCAT

Edifice Aldred, MONTREAL

NOW IS THE TIME TO GET A GOVERNMENT JOB as Clerk, Postman, Customs Clerk, Steno., etc. Five Dominion-wide exams held since war began. Free Booklet. M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada. No agents.

AIRD & SON
LIMITED

BEAUMONT SHOES
FOR WOMEN

MONTREAL, CANADA

CANADA NATIONAL'S

NEW HEAD TO RETAIN

THORNTON POLICIES

Labor policies, worked out at conferences between the late Sir Henry Thornton and representatives of the railroad labor organizations in 1922, shortly after Sir Henry took over the presidency of the Canadian National Railways, and in effect during all of the intervening years, are to be continued by R. C. Vaughan, the newly-appointed president.

In his first press conference he stated that the government-owned system had always enjoyed the best relations with railway labor and he pledged himself anew to see that they continued that way.

(The basis of the National's labor policies is complete cooperation with railway labor and direct representation on all committees dealing with problems in which railway labor is directly concerned. The union-management cooperative plan has long been in effect in the motive power and car repair department and that of maintenance of way and structures.)

Without mentioning amalgamation of unification, the new president made it clear he does not favor these schemes.

"Our lines," he said, "have been busy moving troops and war materials of all kinds. Not long ago, it was suggested by some that certain sections of our lines be lifted. Much of the mileage, which it was suggested should be abandoned, has been working to capacity, and it would have been impossible to move the business of the country without it."

He stated that an order for \$20,000,000 worth of oiling stock will be ordered within a few days.

Labor.

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE
DON AMECHE and MARY MARTIN in
Kiss the Boys Goodbye
with OSCAR LEVANT CONNIE BOSWELL
Speaking of Animals

CAPITOL
Edward G. ROBINSON
Marlene DIETRICH
George RAFT in
"MAN POWER"
Added Feature
with Jane WITHERS
HER FIRST BEAU

PRINCESS Theatre
CAROLE LANDIS
CESARE ROMERO
"DANCE HALL"
DAMON RUNYON in
"TIGHT SHOES"
with JOHN HOWARD

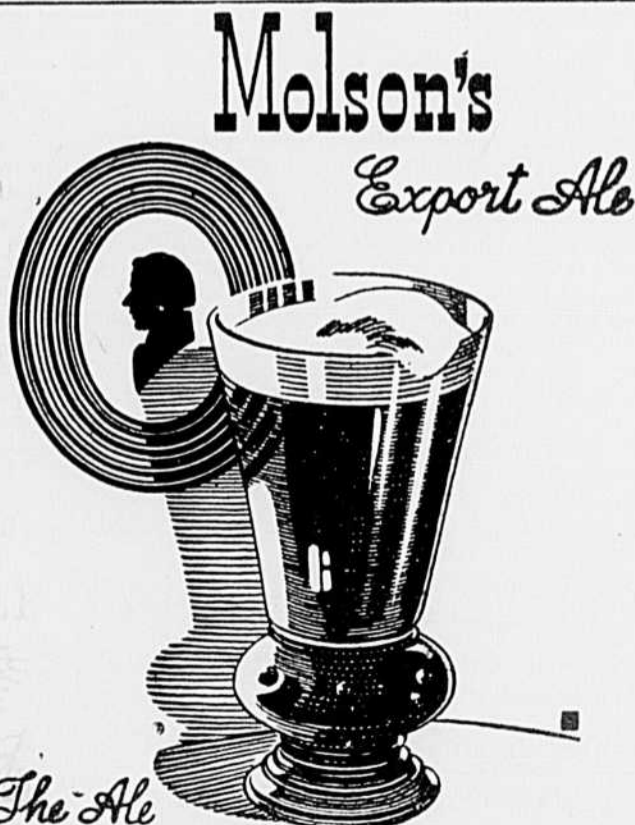
LOEW'S THEATRE
SECOND WEEK
CLARK GABLE
ROSALIND RUSSELL in
They Met in Bombay
with PETER LORRE
EXTRA!
'This is the BOWERY'

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED
Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

THE Windsor
ON DOMINION SQUARE

Tél. Lancaster 3858
Salon de Fleurs St-Denis
1590, rue SAINT-DENIS
(Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON, Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES
Made by
Canadians
for
Canadian Homes



"The Ale"

Your Great-Grandfather Drank"